

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FEVRIER 2012

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 12

Pouvoir : 3

L'an deux mille douze et le treize février, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, WEISS Elisabeth, CAZZOLA Stéphane, Adjoints ; MARTIN Alain, PELLERIN Annick, CONSTANT LAMBERT Eliane, EGENSCHWILLER Sabine, BESSONE Eric, DOTTA Stéphane, BUISINE Serge,

Absents et excusés :

BERGEZ Danielle,

MATI Chantal,

FILERI Grégory,

GIROUD Patrick,

LACREUSE Brigitte (pouvoir à Sylvie Leborgne),

BLANC Numa, (pouvoir à Annick Pellerin),

HILY Guy (pouvoir à Gabriel Uvernet).

Désignation du secrétaire de séance : Mme Leborgne Sylvie

Lecture du compte rendu : Adopté à l'unanimité

Lecture des décisions : aucune.

1. INTERDICTION DE LA RECHERCHE DE MINES DE GAZ, D'HUILE, OU PETROLE DITS DE SCHISTE OU DE MARNE A DES FINS D'EXPERIMENTATIONS, DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES, D'EXPLORATION OU D'EXPLOITATION QUELLE QU'EN SOIT LA TECHNIQUE

Considérant que les objectifs de la lutte contre l'effet de serre et la nécessité de diminuer les émissions de gaz à effet de serre apparaissent contraire avec le développement de l'exploitation des gisements de gaz non conventionnels dit « gaz, huile ou pétrole de schiste ou de marne » ;

Considérant que cette exploitation conduira inexorablement :

- à une augmentation des émissions de CO₂,
- à ralentir le développement des énergies renouvelables,
- à diminuer l'espoir de l'engagement de la communauté internationale dans une deuxième période du protocole de Kyoto lors de la conférence de Durban en 2011 ;

Considérant que l'Arrêté accordant un permis exclusif de recherche de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux a été pris sans aucune concertation et information des élus locaux et populations concernés, en méconnaissance manifeste du principe de participation à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement défini à l'article 7 de la Charte constitutionnelle de l'environnement ;

Considérant que la technique dite de « fracturation hydraulique », nécessaire à l'exploration et l'exploitation des gisements de gaz non conventionnel dit « gaz, huile ou pétrole de schiste ou de marne », requiert d'importantes quantités d'eau, l'utilisation de nombreux produits chimiques et la mise en place de nombreux sites d'exploitations ;

Considérant les risques avérés de pollution de l'environnement et en particulier d'atteinte à la ressource en eau, à la qualité de l'air et de mitage du paysage induits par cette technique ;

Considérant les risques avérés pour la santé ;

Considérant l'incompatibilité des activités minières projetées avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), Plan Local d'Urbanisme (PLU), Charte territoriale en cours d'élaboration, la Zone Natura 2000, la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), les projets de classement en site remarquable de certains de nos territoires, et que ces programmes élaborés collectivement avec l'Etat ;

Considérant la zone naturelle protégée autour du monument de l'Abbaye du Thoronet,

Considérant d'une part que des opérations de forage dans le but d'extraire du gaz de schiste dans la Commune pourraient exiger des quantités d'eau très importantes ; et qu'il n'existe aucune garantie permettant de s'assurer du contenu réel de l'eau d'après-forage et que des produits chimiques/métaux lourds peuvent en faire partie ;

Considérant d'autre part que l'usine d'assainissement des eaux n'a pas été conçue à cet effet et qu'un tel usage pourrait créer des problèmes importants, tant pour ce qui est de la quantité d'eau que les effets de sa contamination possible ;

Considérant la technique dite de « fracturation hydraulique » peut entraîner une pollution irrémédiable sur les réserves en eaux superficielles et souterraines, jusqu'aux nappes dites « phréatiques » ;

Considérant que l'usage de camions vibreurs peut entraîner des dommages irrémédiables dans les sols et les sous-sols ;

Considérant que les activités minières projetées sont incompatibles avec les objectifs de la Commune pour l'atteinte du bon état ou la non dégradation des ressources en eau ;

Considérant qu'une telle activité minière est également en totale contradiction avec les objectifs de développement économique local fondé sur les activités agricoles et touristiques, celles-ci constituant la première source de revenus et d'emploi de la commune ;

Considérant que ce type d'exploitation n'est pas acceptable sur le territoire de la commune, qui bénéficie d'une biodiversité particulièrement riche et d'un environnement exceptionnel qui méritent tous nos efforts et notre attention et ici notre prudence :

- D'une part, parce que la commune tire son alimentation en eau potable (exclusivement) de la nappe phréatique locale,
- D'autre part, parce que l'économie repose essentiellement sur l'attrait touristique grâce à un environnement et des paysages préservés,
- Enfin, parce que nous nous devons d'être particulièrement attentifs au maintien de la qualité de l'environnement, des paysages et du cadre de vie, chers aux habitants de la commune.

Considérant la nécessité pour le Département du Var spécifiquement, de préserver ses terres agricoles, ne représentant naturellement moins de 20% de sa superficie, pourcentage inférieur à la moyenne nationale. Une surface agricole qui contribue à l'économie varoise avec sa production de vin de renommée mondiale.

Considérant que la poursuite de production d'énergie à base de produits fossiles est antinomique avec les objectifs de la diminution des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La filière Gaz de Schiste contredit tous les accords internationaux visés par la France dans le cadre de la protection de la planète et du Développement Durable, ainsi que ses engagements pris dans le cadre du Grenelle de l'environnement, faisant ainsi courir un risque majeur aux générations futures.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Les forages pour l'expérimentation, l'exploration et l'exploitation de gisement de gaz, huile et pétrole de schistes ou de marne par la technique de la « fracturation hydraulique » ou toute autre « technique alternative » sont interdits sur le territoire de la commune.

ARTICLE SECOND : L'usage et la circulation de camions-vibreux sont interdits sur le territoire de la commune du Thoronet.

ARTICLE TROISIEME : L'eau communale, potable ou non potable, ne peut pas être utilisée aux fins de l'expérimentation, l'exploitation ou l'exploration liées au gaz, huile et pétrole de schiste ou de marne. Les éventuelles eaux d'après-forage, prélevées à une source extérieure au territoire communal, ne peuvent pas être traitées dans les installations de traitement qui reçoivent les eaux de la commune du Thoronet.

ARTICLE QUATRIEME : La présente délibération peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

ARTICLE CINQUIEME : La présente délibération sera publiée et affichée en Mairie et en tout lieu qui sera jugé utile.

Adopté à l'unanimité

<p>2. <u>CONCLUSION CONVENTION ASSOCIATION « LES VOIX ANIMÉES »</u></p>
--

Mme Leborgne expose aux membres de l'association délibérante que l'association « Les voix animées » propose 3 sessions de stages :

-« De Chapelles en Palais » du lundi 14 mai 2012 au samedi 19 mai 2012 ;

-« Jardins des Saveurs » du lundi 28 mai 2012 au vendredi 1^{er} juin 2012 ;

-« Avé Maria » du lundi 10 septembre 2012 au dimanche 16 septembre 2012.

Ces représentations, outre l'aspect, culturel, revêtent un caractère pédagogique, les répétitions étant ouvertes à la classe de l'Ecole Lucie Aubrac, suivies d'ateliers.

Lecture est donnée de la convention.

Un Débat s'instaure et permet le choix suivant : la conclusion de la Convention est conditionnée à la réalisation d'un concert à chaque session, et ce, dans le village.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : de conclure la convention présentée avec l'association « Les voix animées »

ARTICLE SECOND : d'autoriser le Maire à signer la dite convention.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Par Monsieur le Maire :

- Lecture des remerciements pour les colis de Noël et présentation des vœux 2012 d'administrés et ancien agent.
- Lecture courrier S.A.F.P.E.L. et débat portant sur la demande des habitants du lotissement Le Clos de la Palette, de rétrocéder à la Commune, le bassin de rétention, non sécurisé. Ce point fera l'objet d'une prochaine délibération.
- Modalités d'organisation du service Urbanisme.

Par Madame Weiss:

- Remerciements pour les témoignages de sympathie suite au décès de sa maman.
- Le marché de la Saint Valentin s'est bien déroulé malgré des températures négatives importantes, remerciements au Club Vermeil qui a préparé les chocolats chauds.
- Deux marchés nocturnes sont prévus en juillet et août prochains, en collaboration avec les associations. (A cette occasion, Mme Pellerin propose la manifestation des feux de la Saint Jean).

Par Monsieur Garcia:

- Lecture du courrier de l'Agence Régionale de la Santé confirmant qu'une pharmacie ne peut être installée sur la Commune du Thoronet, tant que la population n'atteindra pas le seuil de 2500 habitants.
- Le Thoronet accueillera le Tour du Haut Var le 18/02/2012, Monsieur Poulidor dédicacera son livre.
- La venue de la délégation de Fontevivo dans le cadre du jumelage sera décalée du fait de l'organisation et de la tenue des Elections présidentielles lors la période prévue.
- Première réunion organisée vendredi 17/02/2012 pour constituer le Conseil d'Administration de l'Association « Comité de jumelage » (régime loi 1901).

Séance clôturée à 20h00.

La secrétaire de séance

Madame LEBORGNE Sylvie